

à quel point le travail est fortement valorisé et est au fondement de la reconnaissance et de la dignité sociales.

Les chapitres six, sept et huit examinent les modalités d'organisation des partenariats commerciaux et la façon dont circulent les biens et services à travers différents types de configurations commerciales. Le contexte politique, la stabilité des rapports entre les États, la confiance et les valeurs partagées par les cadres et entrepreneurs français et nigériens sont importants pour le bon déroulement des interactions commerciales. Les cadres intermédiaires locaux jouent également un rôle central dans la structuration des relations commerciales. Ce sont des personnes de terrain, dotées de compétences techniques et qui osent se confronter aux problèmes d'insécurité, de corruption et de violence parfois. Ils apportent aux cadres et entrepreneurs expatriés une aide et une expertise précieuses et c'est eux qui font face, souvent, aux différences culturelles et aux crispations identitaires avec lesquelles ils ont appris à composer. Et pourtant ils sont sous-payés, marginalisés, dominés, et n'arrivent pas à se constituer en collectif de travail capable de porter leur revendication.

Enfin, les deux derniers chapitres s'intéressent aux modalités de recrutement et de gestion des salariés par les entreprises françaises installées au Nigéria. Le recrutement des cadres devant travailler au Nigéria obéit à deux critères : la compétence technique et humaine, d'un côté, et une forte capacité d'adaptation à l'environnement nigérien, de l'autre. L'auteur met l'accent sur la pénurie de cadres nigériens qualifiés et sur l'absence de structures comme Pôle emploi qui pousse les entreprises françaises à recourir aux chasseurs de tête et aux cabinets privés de recrutement. M. Paris se demande en quoi les modalités de recrutement ont un impact sur les relations salariales. Nigériens et Français expatriés ne sont pas soumis aux mêmes contrats de travail. Les cadres expatriés occupent le plus souvent les postes de direction et de pouvoir, contrairement aux cadres locaux que l'on retrouve sur des contrats de consultants ou de détachement et, essentiellement, dans fonctions intermédiaires et subalternes. Cela crée des différenciations en termes de salaires, d'évolution professionnelle et de protection sociale qui sont à l'origine de conflits potentiels entre cadres locaux et expatriés. L'absence de syndicats, encouragée par la direction, ne permet pas non plus de porter certaines revendications sur les conditions de travail des salariés nigériens.

La quantité des informations présentées dans cet ouvrage, la finesse des analyses et la clarté de l'exposé rendent sa lecture aisée. Son principal apport réside dans la compréhension, à différents niveaux, des interactions commerciales encadrées dans des rapports de pouvoir, de domination, de conflit mais aussi de coopération. Toutefois, en dépit de son intérêt, et à trop vouloir tout aborder (sociologie des élites, sociologie des stratifications sociales, sciences politiques et sociologie des institutions africaines, sociologie des relations interethniques, etc.), l'ouvrage donne un sentiment d'éclectisme et de dispersion qui peut faire perdre le fil conducteur.

Mohamed Madoui

*Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (LISE, UMR 3320 CNRS et CNAM),  
2, rue Conté, 75003 Paris, France*

Adresse e-mail : [mohamed.madoui@cnam.fr](mailto:mohamed.madoui@cnam.fr)

Disponible sur Internet le 13 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2013.12.004>

**Des toxiques invisibles. Sociologie d'une affaire sanitaire oubliée, J.-N. Jouzel. Éditions de l'EHESS, Paris (2012). 240 p.**

Jean-Noël Jouzel pose, dans cet ouvrage tiré de sa thèse, le problème de la mise en invisibilité du lien entre la santé et le travail. En s'appuyant sur une enquête qui mobilise à la fois des sources

orales<sup>1</sup> et des sources écrites<sup>2</sup>, l'ouvrage montre que les acteurs étudiés — cabinets d'avocats, journalistes, experts, syndicats, consommateurs — appartiennent à des « mouvements sociaux [qui favorisent] la production de l'ignorance » (conclusion, p. 223). Cette thèse présente l'originalité de centrer le regard, non sur la manière dont le lien entre le travail et la santé est rendu visible par les acteurs de ces mouvements, mais sur les mécanismes qui les conduisent à le rendre invisible.

Pour montrer cela, l'auteur choisit de décrire l'évolution de mouvements contestant l'utilisation des éthers de glycol (*ethylene glycol methyl ethers*, EGME). Ces molécules, qui permettent de dissoudre des graisses tout en restant solubles dans l'eau, se sont largement diffusées dans le monde social. Révélées toxiques par certains travaux scientifiques dès les années 1940, elles ont malgré tout été utilisées dans l'industrie à partir de la Seconde Guerre mondiale (chapitre 1). On les retrouve donc dans de nombreux produits de consommation courante (produits de nettoyage, peinture à l'eau, vernis, parfums, pesticides...). En prenant l'exemple des États-Unis et de la France, l'ouvrage retrace l'histoire des mouvements qui ont contesté l'utilisation de ces éthers.

Dans la première partie, consacrée aux États-Unis, l'auteur commence par définir la spécificité des relations qu'entretiennent acteurs économiques, politiques et scientifiques dans ce pays. Cette spécificité, qui se traduit par la mise en place d'une *pax toxicologica* sur les questions de santé au travail, donne à l'expertise scientifique un rôle de régulation important dans les mouvements de contestation, notamment en offrant ses services à la fois aux acteurs de cette contestation et aux employeurs. Le premier chapitre prend l'exemple des « salles blanches » de l'entreprise IBM. Ces salles, dédiées à la fabrication de puces électroniques, mettent les salariés en contact avec des produits contenant des molécules d'EGME. L'auteur décrit ainsi l'action d'un cabinet d'avocats, le cabinet *Alexander*, qui s'engage dans la défense de salariées de ces salles victimes d'un nombre anormal de fausses couches. Dans ce premier mouvement de contestation, l'expertise scientifique joue un double rôle car elle permet à la fois d'assister l'argumentation du cabinet, en révélant le problème de la toxicité des éthers, et de produire un consensus entre acteurs en réduisant le lien entre la santé et l'environnement de travail à la seule influence des EGME (chapitre 2). En prenant conscience de ce « deuxième effet salle blanche » produit par l'isolement du problème aux seules molécules d'EGME (chapitre 3), le cabinet poursuit son action en voulant établir la responsabilité d'IBM. Cependant, après une bataille d'experts, le mouvement se solde par une défaite judiciaire, démontrant la capacité des industriels à utiliser l'expertise scientifique à leur avantage. Cet épisode marque finalement la « relégation » du problème des éthers « aux oubliettes de l'histoire des luttes autour de la reconnaissance des maladies liées au travail aux États-Unis » (p. 97).

Dans la deuxième partie, consacrée à l'émergence de cette question en France, des processus similaires à ceux observés aux États-Unis sont constatés. Malgré de grandes différences entre les systèmes sociaux (rôle du dialogue social plus important en France, expertise scientifique moins mobilisée), la production d'une invisibilité des pathologies du travail est tout aussi manifeste. Celle-ci est d'abord provoquée par la fixation de ces pathologies dans les tableaux de maladies professionnelles, qui retarde la connexion du lien entre environnement de travail et santé. Le chapitre 4 explique ainsi le nouveau rôle joué par l'expertise dans la révélation de ce lien, notamment suite au scandale de l'amiante. L'auteur prend à ce titre l'exemple du scientifique André Cicolella, pionnier de la mobilisation en France sur la question des éthers de glycol. Son engagement contre les EGME, d'abord ponctué d'échecs dus notamment au manque de soutien des

<sup>1</sup> Entretiens, observations, transcription d'émission télévisée.

<sup>2</sup> Articles de presse, comptes rendus de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), rapports d'experts.

institutions, aboutit finalement à l'écriture d'un rapport d'expertise permise par l'engagement de l'Union fédérale des consommateurs. Ce rapport, en rendant le problème facile à comprendre et facile à résoudre, engendre sa transformation en affaire de santé publique, et conduit à la commande par trois directions ministérielles d'un autre rapport, cette fois rédigé par l'Inserm. Une lutte politique s'engage alors entre la Direction des relations au travail et le cabinet du ministère au sujet de son interprétation, lutte qui amène finalement à stopper pour un temps le mouvement entrepris par André Cicoella. La mobilisation se poursuit néanmoins quelques mois plus tard, lorsque le cabinet *Alexander* intervient au sein de la branche française de l'entreprise IBM sur la question des solvants toxiques présents dans les salles blanches. Cette initiative, au cours de laquelle le cabinet insiste sur la dangerosité des éthers, suscite une vaste réaction médiatique, entraînant la création du Collectif « éthers de glycol ». Composé au départ d'organisations syndicales du site IBM-Corbeil-Essonnes, ce collectif s'agrandit ensuite en accueillant d'autres acteurs liés au monde de la santé au travail (chapitre 5). En prolongeant l'intervention du cabinet américain, il réduit peu à peu le problème à la seule question des éthers de glycol, et laisse ainsi dans l'ombre les dangers des autres substances. À l'inverse des États-Unis cependant, où le mouvement s'était terminé plus rapidement, il prend en France une tournure plus politique et plus durable, notamment parce que le collectif en question décide de s'appuyer sur l'importance prise par le sujet des éthers de glycol pour dénoncer des enjeux de santé au travail plus globaux. Si cette stratégie lui permet de gagner en rayonnement, l'auteur souligne que l'absence de recours à des formes d'épidémiologie populaire lui fait progressivement perdre en matière. Le problème des éthers de glycol se vide alors de sa substance, entraînant un arrêt progressif des phases de médiatisation (chapitre 6). Comme aux États-Unis, les mouvements de mobilisation contre les éthers de glycol ne permettent pas en France que des mesures concrètes soient prises, et cela malgré l'engagement d'autres acteurs, journalistes et collectifs de consommateurs (chapitre 7).

Cet ouvrage constate donc les échecs successifs de mouvements sociaux engagés sur la question sociale des éthers de glycol. Les acteurs qui composent ces mouvements, à la fois enracinés dans leur volonté d'établir un lien causal entre santé et travail, et piégés dans des logiques d'intérêts ou de stratégies, sont ainsi *visiblement* amenés à produire de l'ignorance. Toujours freinés par un mécanisme qui tend soit à focaliser le problème, soit à le généraliser ou à le politiser, les acteurs de terrain se retrouvent dans l'incapacité de rendre durablement visibles les toxiques étudiés. Ce constat, amené avec une belle rigueur d'analyse par l'auteur, présente l'intérêt de proposer une vraie alternative de réflexion pour comprendre pourquoi le thème de la santé au travail reste un sujet peu investi par les mouvements sociaux. Les mises au point sociohistoriques au début de chaque partie apportent également à l'argumentation déployée un vrai éclairage sur l'évolution et sur l'actualité du problème des EGME. C'est donc moins sur le contenu de l'enquête que sur la thèse développée que le lecteur peut rester sur sa faim. Celle-ci tend en effet à vouloir montrer les échecs des mouvements analysés afin de défendre l'idée que la production de l'ignorance mérite d'être étudiée en elle-même. Cette idée, certes intéressante à développer théoriquement, n'est cependant pas toujours en accord avec l'enquête réalisée, qui montre aussi la fertilité des mouvements décrits.

En effet, si l'auteur s'attelle tout au long de son argumentation à expliquer en détail les mécanismes qui conduisent ces mouvements d'acteurs à successivement péricliter, il ne met que peu en avant les élans qui les conduisent à exister malgré tout. Le rôle de l'expertise scientifique paraît en particulier sous-estimé, alors même que celle-ci joue vraisemblablement un rôle important dans la mise en mouvement des mobilisations sur les EGME. En permettant de fournir une argumentation aux différents collectifs d'acteurs étudiés, l'enquête montre aussi, à contre-courant de la

thèse soutenue, que cette expertise donne à la fois une impulsion et une raison d'existence aux différentes mobilisations.

En choisissant de construire son ouvrage autour de son inscription dans le champ des sciences sociales étudiant l'ignorance, l'auteur développe une argumentation qui semble ainsi mettre de côté une partie de la richesse de son terrain. Ce choix n'est-il pas dommageable à une enquête portant sur « les mécanismes qui mettent [les acteurs] en mouvement » (p. 14) ?

Guillaume Lecoœur

*Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE, UMR 3320 CNRS et*

*CNAM), 55, rue Turbigo, 75003 Paris, France*

*Adresse e-mail : [guillaume.lecoeur@cnam.fr](mailto:guillaume.lecoeur@cnam.fr)*

Disponible sur Internet le 18 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2013.12.006>